

Les subsides

Le député a demandé quel serait le résultat de la diversification. J'ai déjà expliqué les effets qu'elle avait eus sur le tourisme. Grâce à la diversification, nous ne serons plus à la merci de l'évolution cyclique de deux secteurs économiques seulement. Les projets de loi C-18 et C-19, auxquels s'oppose le NPD, visent à accroître la capacité de transformation des matières premières dans les provinces des Prairies. Cependant, le député est contre. Ce serait pourtant une façon de développer la capacité de production autonome du bassin de l'Ouest.

Il faut être plutôt naïf pour s'attendre à avoir des détails sur un document qui n'a pas encore été rendu public et dont la rédaction n'est pas encore achevée. Cependant, je puis dire au député que je n'ai pas besoin de faire des déclarations publiques pour me faire entendre. Je suis en mesure de rencontrer régulièrement ceux qui préparent cette importante mesure législative pour faire en sorte que l'on veuille aux intérêts de l'ouest du Canada. Je constate que le député de Calgary-Nord (M. Gagnon) est ici. Il participe activement à ces travaux, tout comme les autres députés de l'Alberta.

Je suis heureux que nous ne soyons pas dans l'opposition, car il y a un très grand nombre d'initiatives que nous pouvons prendre pour améliorer les conditions de vie dans l'ouest du Canada, en dépit d'une conjoncture mondiale qui a entraîné à la fois la dégringolade du prix du pétrole et du prix des céréales. Nous aurons des jours meilleurs dans le secteur du pétrole. Le prix du baril se maintient à 19,50 \$ depuis six semaines. Je dis au député qu'il ne perd rien pour attendre.

M. Binns: Monsieur le Président, j'ai trouvé intéressants les commentaires du député de Crowfoot (M. Malone). Il nous a certainement fourni des informations utiles sur la situation dans l'ouest du Canada et notamment en Alberta.

Il a fait mention du Programme énergétique national qui avait été lancé à l'instigation du gouvernement antérieur, avec l'appui du Nouveau parti démocratique, bien entendu. Il a également signalé ses effets sur l'ouest du Canada. Peut-être pourrait-il s'arrêter un instant et nous dire un mot de quelques-unes de ses conséquences sur l'économie de l'ouest du Canada, sur les emplois qu'il a fait perdre, sur ce que le gouvernement progressiste conservateur a pu faire après avoir assumé le pouvoir relativement à ce programme, et sur les programmes ultérieurs relatifs au secteur énergétique dans l'ouest du Canada.

M. Malone: Monsieur le Président, le Programme énergétique national était un programme élaboré par les libéraux pour créer des emplois, mais des emplois aux États-Unis, au Venezuela, dans la mer du Nord et en Australie. Il a fait fuir nos plates-formes de forage à l'étranger; les deux tiers d'entre elles nous ont quittés en moins d'un an.

Bien des Canadiens s'imaginent à tort qu'une plate-forme de forage est une tour. Pour en déplacer une, il faut environ 16 très longs camions dotés chacun de 18 roues. Alors même qu'il en coûte environ 500 000 \$ pour en déplacer une, les exploitants n'ont pas hésité à retirer les trois quarts de leurs plates-formes de forage des bassins sédimentaires pour aller les installer à l'étranger. Des bureaux de direction ont transporté leurs pénates de Calgary à Denver, au Colorado. Un ancien député a lui-même déménagé un grand nombre de ses employés. Le climat est devenu malsain au Canada pour l'industrie, et le programme a appauvri l'ouest du Canada de 56 milliards de dollars.

Aujourd'hui, les députés libéraux et néo-démocrates prennent la parole pour dire que le gouvernement provincial devrait faire certaines choses. Par ailleurs, ils demandent pourquoi, en tant que gouvernement fédéral, nous ne faisons pas certaines choses pour l'Ouest. La vérité, c'est que les dommages actuels sont dus en grande partie et directement au Programme énergétique national, cette politique terrible, effrayante, injuste, inique et obstinée. Ce programme a traité l'ouest du Canada différemment des autres régions de notre pays. Il a traité un secteur de l'économie différemment de tous les autres. Il est parvenu à un certain moment à en extraire au moyen de taxes presque 5 milliards de dollars. Maintenant, le gouvernement ne perçoit qu'un peu plus de 400 millions de dollars, car il traite le secteur plus équitablement.

En réponse à la question de mon excellent ami représentant l'Île-du-Prince-Édouard, je dirai que c'était un spectacle désolant, plus d'un mille et demi de camions s'échelonnant depuis Coutts, en Alberta, jusqu'à Sweetgrass, au Montana. Ils s'acheminaient vers les États-Unis emportant avec eux nos hommes et nos femmes. Les emplois quittaient le pays. C'était une journée désolante. Les hypocrites ce sont les néo-démocrates qui ont l'audace de venir à la Chambre nous dire qu'ils défendent l'Ouest. Quelle fumisterie, monsieur le Président.

• (1640)

Le président suppléant (M. Paproski): Les questions et observations sont maintenant terminées. Le député de Cape Breton—The Sydneys (M. MacLellan).

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, il semble que le gouvernement et les conservateurs, chaque fois qu'on leur pose une question sur le peu d'aide qu'ils accordent au secteur énergétique de l'Alberta, reviennent au Programme énergétique national. Il est certain que ce programme a eu quelques effets néfastes sur le secteur énergétique. C'était clair lors des dernières élections fédérales et on ne peut pas dire que le gouvernement libéral ait bien fait en Alberta. Voilà maintenant presque trois ans que le gouvernement est au pouvoir et il parle encore du Programme énergétique national pour essayer de confondre les Albertains. Non seulement le gouvernement actuel n'a pas assisté le secteur énergétique de l'Alberta, mais il n'en n'a fait aucun cas.

Il a créé quelques programmes, certains valables, mais tous sont venus trop tard et n'ont été institués que par nécessité politique.

Il est question aujourd'hui d'une province où le taux de chômage oscille entre 10 et 11 p. 100. Les députés de l'Alberta ont beau dire que les perspectives sont encourageantes. Je reconnais que grâce à la hausse du prix du pétrole, la situation est un peu plus encourageante, mais cela ne signifie pas que la province de l'Alberta soit sortie du bois ni qu'on peut être sûr qu'elle va connaître une reprise économique. Il reste encore énormément de chemin à parcourir.

Je suis très inquiet lorsque j'entends les ministériels prétendre que la situation s'améliore; c'est ainsi qu'ils cachent leur ignorance des problèmes de l'Alberta. Les habitants du centre et de l'est du Canada ont tort de parler et de dire que le Fonds du patrimoine est la solution. Ce n'est pas juste à l'égard des Albertains. L'Alberta a accordé des prêts à d'autres provinces à même le Fonds du patrimoine. Cet argent est bloqué pour